

COMMUNE DE JURBISE

ASSEMBLEE DU CONSEIL COMMUNAL

PRESENTS :

MM. Galant J., Bourgmestre, Présidente,
Caulier G., Horny D., Desmet-Culquin B., D'Haese-Leuridant M., Echevins,
Dubois G., Mauroy-Moulin-Stalpaert P.,
Pottiez P., Hallot J.P., Breuse E., Senecaut M.,
Decamps P., Delhay J., Chanoine V., Demoustiez A., Dessilly V., Decoster C., Conseillers,
Gillard S., Directeur général ff.

ABSENTS :

Vanderkel A., Robette-Delputte F., Egels E., Petit N., Conseillers,

----- PROCES -VERBAL -----

Sur proposition de la Présidente, le point 4 relatif au budget communal 2014 est abordé en fin de séance publique, afin de permettre à Monsieur le Directeur financier d'être présent. Cette proposition est acceptée à l'unanimité des membres du Conseil

-
1. Approbation du procès-verbal de la séance du 5 novembre 2013 – partie publique –
– Approbation.

LE CONSEIL COMMUNAL, à l'unanimité,

Approuve le procès-verbal de la séance du Conseil communal du 5 novembre 2013, partie publique.

-
2. Finances – Situation de caisse au 29 novembre 2013 – Information.

LE CONSEIL COMMUNAL, à l'unanimité,

Prend connaissance et approuve la situation de caisse au 26 août 2013 qui s'élève à la somme de 2.305.102,43 euros.

-
3. Finances – Octroi d'une dotation communale 2014 pour les frais de fonctionnement de la Zone de Police Sylle et Dendre – approbation

Monsieur Delhay demande si le montant présenté ce jour, tient compte de l'engagement imminent d'un nouveau policier au poste de proximité de Jurbise. La Présidente lui répond par l'affirmative, tout en précisant, en réponse à une autre question de Monsieur Delhay à ce sujet,

que l'augmentation des frais de fonctionnement de la Zone se justifie aussi et surtout par l'indexation des primes et salaires du personnel.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation;

Vu la Loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux et notamment les articles 33, 38 à 41, 71 à 84, 88 et 208 qui concernent les questions budgétaires et comptables;

Vu la circulaire ministérielle traitant les directives pour l'établissement du budget de police exercice 2014 à l'usage de la Zone;

Vu la circulaire ministérielle du 23 juillet 2013 traitant les directives pour l'établissement du budget communal;

Attendu qu'une dépense de transfert d'un montant de 848.778,86 euros est inscrite au budget communal de l'exercice 2014, aux fins d'une dotation à la zone de police;

Décide, à l'unanimité :

Article unique : d'octroyer une dotation communale de 848.778,86 euros pour l'année 2014 à la zone de police Sylle & Dendre et de transmettre la présente résolution au Comptable spécial, au Directeur Financier et aux autorités de Tutelle.

4. **Finances – Avance de trésorerie pour l'exercice 2014 – approbation**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu la nécessité, dans laquelle se trouve la commune, de recouvrir à l'avance de trésorerie pour 2014 en vue de faire face au paiement de dépenses ordinaires obligatoires urgentes, et ce afin d'assurer la vie normale des établissements et services communaux, en attendant notamment la perception des taxes et redevances reprises au budget et centralisées à Belfius Banque ;

Vu le Code la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

DECIDE, à l'unanimité :

De solliciter auprès de Belfius Banque, aux fins évoquées ci-dessus, une avance de trésorerie pouvant s'élever au solde non encore perçu des 9/10^{ème} du montant des taxes et redevances précitées.

Cette opération sera réalisée aux conditions en vigueur pour les avances de trésorerie gagées par le disponible des recettes ordinaires communales centralisées à Belfius Banque.

Il est expressément entendu que Belfius Banque pourra affecter d'office au remboursement de l'avance précitée toute somme qui sera portée au compte courant de la commune du chef des recettes ordinaires avancées.

Et s'engage irrévocablement :

- à prendre toutes les mesures nécessaires en vue d'inviter à l'avenir – notamment dans les extraits de rôle, avertissements et toutes invitations à payer quelles qu'elles soient – tous les contribuables à verser directement tant pour l'exercice courant que pour les exercices ultérieurs, lesdites taxes et redevances directement au compte suivant ouvert à Belfius Banque :
097 – 1542920 – 38 associé au n° 091 – 0003837 – 83
- à faire parvenir sans délai à tous les contribuables les extraits de rôle et éventuellement les avertissements et toutes invitations à payer.
- à aviser d'office et sans retard Belfius Banque de toutes modifications, réductions ou suppressions des taxes et redevances en cause.

5. **Finances – Modification budgétaire N°1 de l'exercice 2013 de la Fabrique d'Eglise Saint-Martin d'Herchies – avis**

LE CONSEIL COMMUNAL, avec 15 voix pour et 2 abstentions ,

Emet un avis positif sur la modification budgétaire suivante :

D'après le budget initial : Recettes :	30.156,75 €
Recettes en plus :	720,91 €

D'après le budget initial : Dépenses :	30.156,75 €
Dépenses en plus :	720,91 €

Nouveau Résultat : Recettes :	30.877,66 €
Dépenses :	30.877,66 €

Aucun supplément communal n'est sollicité, il s'agit d'un ajustement.

6. **Finances – Modification budgétaire N°1 de l'exercice 2013 de la Fabrique d'Eglise Saint-Eloi de Jurbise – avis**

LE CONSEIL COMMUNAL, avec 15 voix pour et 2 abstentions ,

Emet un avis positif sur la modification budgétaire suivante :

D'après le budget initial : Recettes :	38.256,15 €
Recettes en plus :	585,68 €

D'après le budget initial : Dépenses :	38.256,15 €
Dépenses en plus :	585,68 €

Nouveau Résultat : Recettes :	38.841,83 €
Dépenses :	38.841,83 €

Aucun supplément communal n'est sollicité, il s'agit d'un ajustement.

7. **Finances – Modification budgétaire N°1 de l'exercice 2013 de la Fabrique d'Eglise
Saint-Jean de Masnuy-Saint-Jean – avis**

LE CONSEIL COMMUNAL, avec 15 voix pour et 2 abstentions ,

Emet un avis positif sur la modification budgétaire suivante :

D'après le budget initial : Recettes :	14.112,50 €
Recettes en plus :	3.111,00 €

D'après le budget initial : Dépenses :	14.112,50 €
Dépenses en plus :	3.111,00 €

Nouveau Résultat : Recettes :	17.223,50 €
Dépenses :	17.223,50 €

Aucun supplément communal n'est sollicité, il s'agit d'un ajustement.

8. **Finances - Fabrique d'Eglise Notre Dame de Vacresse à Herchies Vacresse -
Amendement du budget 2014 – approbation**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le budget établi pour l'exercice 2014 par le Conseil de la Fabrique d'Eglise Notre Dame de Vacresse à Herchies-Vacresse ;

Attendu qu'un montant de 8.000,00 € y est inscrit, à l'article 56 du service extraordinaire pour de grosses réparations;

Attendu que le Conseil de la Fabrique d'Eglise n'a pas financé ce projet extraordinaire en recette extraordinaire à l'article 25– subsides extraordinaire de la commune ;

Considérant que cette dépense extraordinaire doit être financée par une recette extraordinaire du même montant afin d'assurer le principe d'équilibre du budget, il y a lieu d'amender le budget et de porter les corrections aux articles 17 et 25 ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement Wallon du 5 juillet 2007 portant le Règlement général de la comptabilité communale, en exécution de l'article L1315-1 du Code de la Démocratie locale et de la décentralisation;

Vu le Code de la Démocratie locale et de la décentralisation en ses articles L1122-30 et L1321-1 ;

DECIDE, avec 15 voix pour et 2 abstentions,

Article 1. D'amender le budget de l'exercice 2014 étant donné qu'une dépense extraordinaire doit être financée par une recette extraordinaire du même montant. Il y a donc lieu d'apporter les modifications suivantes :

- a) article 17 des recettes ordinaires : diminution du montant de 8.000 € pour porter la somme à 7.272,60€
- b) article 25 des recettes extraordinaires : augmentation du montant inscrit à cet article de 8000 € au lieu de 0€

Article 2. De transmettre exemplaire de la présente décision à la Députation Permanente, l'Evêché, au Président du Conseil de Fabrique et à Monsieur le Directeur Financier pour disposition.

9. **Finances – Fabrique d'Eglise Notre Dame de Vacresse à Herchies Vacresse –Budget 2014 – avis**

LE CONSEIL COMMUNAL, avec 15 voix pour et 2 abstentions ,

Emet un avis positif sur le budget 2014 suivant :

Le supplément communal ordinaire s'élève à 7.272,06€.
Le supplément communal extraordinaire s'élève à 8.000,00€.

10. **Finances – Fabrique d'Eglise Saint-Martin de Herchies – Budget 2014 – avis**

LE CONSEIL COMMUNAL, avec 15 voix pour et 2 abstentions ,

Emet un avis positif sur le budget 2014 suivant :

Le supplément communal ordinaire s'élève à 30.791,31€.
Aucun subside communal extraordinaire n'est sollicité.

11. **Finances – Fabrique d'Eglise Saint-Pierre de Masnuy-Saint-Pierre – Budget 2014 –avis**

LE CONSEIL COMMUNAL, avec 15 voix pour et 2 abstentions ,

Emet un avis positif sur le budget 2014 suivant :

Le supplément communal ordinaire s'élève à 9.538,69€.
Aucun subside communal extraordinaire n'est sollicité.

12. **Finances – Synode de l'Eglise Protestante Unie de Belgique – Budget 2014 – avis**

LE CONSEIL COMMUNAL, avec 15 voix pour et 2 abstentions ,

Emet un avis positif sur le budget 2014 suivant :

Le supplément communal ordinaire s'élève à 6.810,43€.
Aucun subside communal extraordinaire n'est sollicité.

13. **Finances – Fabrique d’Eglise Saint-Jean de Masnuy-Saint-Jean - Budget 2014 – avis**

LE CONSEIL COMMUNAL, avec 15 voix pour et 2 abstentions ,

Emet un avis positif sur le budget 2014 suivant :

Le supplément communal ordinaire s’élève à 7.462,95€.

Aucun subside communal extraordinaire n’est sollicité.

14. **Finances – Fabrique d’Eglise Saint-Martin d’Erbiseul – Budget 2014 – avis**

LE CONSEIL COMMUNAL, avec 15 voix pour et 2 abstentions ,

Emet un avis positif sur le budget 2014 suivant :

Le supplément communal ordinaire s’élève à 10.339,13€.

Aucun subside communal extraordinaire n’est sollicité.

15. **Finances – Fabrique d’Eglise Saint-Barthélemy d’Erbaut-Budget 2014 – avis**

LE CONSEIL COMMUNAL, avec 15 voix pour et 2 abstentions ,

Emet un avis positif sur le budget 2014 suivant :

Le supplément communal ordinaire s’élève à 15.940,26€.

Aucun subside communal extraordinaire n’est sollicité.

16. **Finances – Fabrique d’Eglise Notre Dame du Perpétuel Secours de Masnuy-Saint-Jean – Budget 2014 – avis**

LE CONSEIL COMMUNAL, avec 15 voix pour et 2 abstentions ,

Emet un avis positif sur le budget 2014 suivant :

Le supplément communal ordinaire s’élève à 5.706,57€.

Aucun subside communal extraordinaire n’est sollicité.

17. **Finances – Fabrique d’Eglise Saint-Eloi de Jurbise – Budget 2014 – avis**

LE CONSEIL COMMUNAL, avec 15 voix pour et 2 abstentions ,

Le supplément communal ordinaire s’élève à 38.158,66€.

Aucun subside communal extraordinaire n’est sollicité.

18. **Secrétariat Général – Intercommunale IDEA – Assemblée Générale du 18 décembre 2013/ Plan Stratégique 2014-2016- approbation**

Monsieur Delhaye s'interroge sur l'opportunité de présenter ce point, ainsi que les suivants, devant le Conseil communal alors que les dates des Assemblées générales sont déjà dépassées. La Présidente, tout en admettant le caractère quelque peu regrettable de cette situation, lui précise toutefois que les différents délégués communaux ont pu assister aux Assemblées, et ce même en l'absence de vote du Conseil communal. Monsieur Delhaye propose toutefois que le Conseil communal mène une réflexion sur ce type de problématique, afin d'essayer de faire en sorte que de telles circonstances ne se reproduisent plus.

Le Conseil communal,

Vu le décret du 19 juillet 2006 modifiant le Livre V de la première partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation et relatif aux modes de coopérations entre communes ;

Considérant l'affiliation de la Commune à l'Intercommunale IDEA ;

Considérant que la Commune a été mise en mesure de délibérer par courrier du 15 novembre 2013 ;

Considérant que la Commune doit être représentée à l'Assemblée Générale de l'Intercommunale par 5 délégués, désignés à la proportionnelle, 3 au moins représentant la majorité du Conseil communal;

Considérant qu'il convient donc de définir clairement le mandat qui sera confié à ces 5 délégués représentant la Commune à l'Assemblée Générale de l'Intercommunale IDEA du 18 décembre 2013 ;

Considérant que le Conseil doit se prononcer sur les points de l'ordre du jour de l'Assemblée Générale adressé par l'IDEA ;

Considérant que les délégués rapportent à l'Assemblée Générale, la proportion des votes intervenus au sein de leur conseil et qu'à défaut de délibération du Conseil communal, chaque délégué dispose d'un droit de vote correspondant au cinquième des parts attribuées à l'associé qu'il représente ;

Considérant toutefois qu'en ce qui concerne l'approbation des comptes, le vote de la décharge aux Administrateurs et aux membres du Collège des contrôleurs aux comptes et les questions relatives au plan stratégique, l'absence de délibération communale est considérée comme une abstention de la part de l'associé en cause ;

- **Considérant** que le **premier point** inscrit à l'ordre du jour porte sur l'approbation du plan stratégique 2014-2016 ;

Considérant qu'en date du 13 novembre 2013, le Conseil d'Administration a approuvé le plan stratégique ;

Considérant qu'il a fait l'objet d'une présentation aux Bourgmestres des communes associées , aux Directeurs Généraux et Directeurs Financiers des communes associées et de la Province de Hainaut ainsi qu'à un représentant de chacun des 8 CPAS associés en date du 20 novembre 2013 à 12H30 au siège social d'IDEA.

Considérant que les conseillers communaux/provinciaux/et des CPAS associés ont été informés par l'associé concerné que le projet de Plan Stratégique est consultable sur le site web de l'IDEA ou

disponible sur simple demande 30 jours avant l'Assemblée Générale, conformément aux dispositions L1523-23 et 1523-13 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation.

- **Considérant** que le deuxième point porte sur les modifications relatives à la composition du Conseil d'Administration;

Qu'en date du 11 septembre 2013, le Conseil d'Administration de l'IDEA a acté la désignation de Madame Sandra GORET, Secrétaire Régionale de la FGTB de Mons-Borinage en tant qu'Administrateur IDEA en lieu et place de Monsieur Alain De Nooze, Président de la FGTB de Mons-Borinage, représentant le syndicat ;

Qu'en date du 13 novembre 2013, le Conseil d'Administration de l'IDEA a acté la désignation de Monsieur Xavier DUPONT, Bourgmestre d'Ecaussines en tant qu'Administrateur IDEA en lieu et place de Monsieur Marc De Saint Moulin, Bourgmestre de Soignies ;

- **Considérant** que le troisième point inscrit à l'ordre du jour porte sur la distribution d'un acompte sur dividende par prélèvement sur résultats reportés du sous – secteur III.C (câble) ;

Considérant que suite au contrôle budgétaire de 2013 et au contrôle par le Réviseur d'Entreprises de la situation arrêtée au 31/08/2013, le Conseil d'Administration du 13 novembre 2013 a décidé de proposer sur le versement d'un acompte sur dividendes aux communes du sous-secteur III.C ;

Considérant que conformément à l'Article 57 des statuts d'IDEA, dans la mesure où les prévisions budgétaires 2013 revues font état d'un déficit de 235.938 euros, la distribution d'un acompte sur dividende par prélèvements sur résultats reportés relève d'une décision de l'Assemblée Générale.

LE CONSEIL DECIDE :

A l'unanimité,

Article 1^{er} :

- d'approuver le plan stratégique 2014-2016 et de l'adresser à l'autorité de Tutelle.

Article 2 :

- d'approuver les modifications de la composition du Conseil d'Administration, à savoir :
 - La désignation de Madame Sandra GORET, Secrétaire Régionale de la FGTB Mons-Borinage, en remplacement de Monsieur Alain De Nooze, en qualité d'Administrateur au sein du Conseil d'Administration d'IDEA ;
 - La désignation de Monsieur Xavier DUPONT, Bourgmestre d'Ecaussines, en remplacement de Monsieur Marc De Saint Moulin, en qualité d'Administrateur au sein du Conseil d'Administration d'IDEA ;

Article 3 :

- D'approuver le versement d'un montant de 2,5 euros par habitant aux communes associées au sous-secteur III.C. (Câble).

19. **Secrétariat Général – Intercommunale IDETA – Assemblée Générale du 02 décembre 2013 / Plan Stratégique 2014-2016- approbation**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Siégeant en séance publique

Vu l'affiliation de la Commune à l'Intercommunale IDETA;

Considérant le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation;

Considérant que la Commune doit, désormais, être représentée à l'Assemblée générale par 5 délégués, désignés à la proportionnelle, 3 au moins représentant la majorité du Conseil Communal désignés lors du Conseil Communal du 7 mai 2013

Qu'il convient donc de définir clairement le mandat qui sera confié à ces 5 délégués représentant la Commune à l'Assemblée générale Ordinaire de l'Agence Intercommunale IDETA le 20 décembre 2013;

Que le Conseil doit, dès lors, se prononcer sur les points essentiels de l'ordre du jour et pour lesquels il dispose de la documentation requise reçue par courrier recommandé;

Vu l'ordre du jour de l'Assemblée générale, à savoir :

1. Approbation du Plan stratégique 2014-2016
2. Approbation du Budget 2014-2016
3. Démission / Désignation d'administrateur
4. Modifications mineures aux statuts suite aux remarques formulées par la tutelle
5. Approbation de la proposition du Comité de rémunération en matière de jetons de présence et émoluments
6. Divers

Qu'il convient donc de soumettre au suffrage du Conseil Communal, les points de l'ordre du jour de l'Assemblée générale de l'Agence Intercommunale IDETA;

DECIDE, à l'unanimité :

Article 1er

D'approuver le point n° 1 de l'ordre du jour de l'Assemblée générale de l'Agence Intercommunale IDETA, Approbation du Plan stratégique 2014-2016 ;

D'approuver le point n° 2 de l'ordre du jour de l'Assemblée générale de l'Agence Intercommunale IDETA, Approbation du Budget 2014-2016 ;

D'approuver le point n° 3 de l'ordre du jour de l'Assemblée générale de l'Agence Intercommunale IDETA, Démission / Désignation d'administrateur ;

D'approuver le point n° 4 de l'ordre du jour de l'Assemblée générale de l'Agence Intercommunale IDETA, Modifications mineures aux statuts suite aux remarques formulées par la tutelle ;

D'approuver le point n° 5 de l'ordre du jour de l'Assemblée générale de l'Agence Intercommunale IDETA, Approbation de la proposition du Comité de rémunération en matière de jetons de présence et émoluments ;

D'approuver le point n° 6 de l'ordre du jour de l'Assemblée générale de l'Agence Intercommunale IDETA.

Article 2

Les délégués représentant la Commune de Jurbise, désignés par le Conseil Communal du 7 mai 2013, sont chargés de se conformer à la volonté exprimée par la présente assemblée

Article 3

La présente résolution sera transmise pour information à Monsieur le Président de l'Agence Intercommunale IDETA, à Monsieur le Directeur financier communal ainsi qu'au département administratif.

20. Secrétariat Général – Intercommunale HYGEA – Assemblée Générale du 19 décembre 2013 / Plan Stratégique 2014-2016- Evaluation 2012- approbation

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Livre V de la première partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation et relatif aux modes de coopérations entre communes ;

Considérant l'affiliation de la Commune à l'Intercommunale HYGEA ;

Considérant que la Commune a été mise en mesure de délibérer par courrier du 15 novembre 2013 ;

Considérant que la Commune doit être représentée à l'Assemblée Générale de l'Intercommunale par 5 délégués, désignés à la proportionnelle, 3 au moins représentant la majorité du Conseil communal ;

Considérant qu'il convient donc de définir clairement le mandat qui sera confié à ces 5 délégués représentant la Commune à l'Assemblée Générale de l'Intercommunale HYGEA du 19 décembre 2013 ;

Considérant que le Conseil doit se prononcer sur les points de l'ordre du jour de l'Assemblée Générale adressé par l'HYGEA ;

Considérant que les délégués rapportent à l'Assemblée Générale, la proportion des votes intervenus au sein de leur conseil et qu'à défaut de délibération du conseil communal, chaque délégué dispose d'un droit de vote correspondant au cinquième des parts attribuées à l'associé qu'il représente ;

Considérant toutefois qu'en ce qui concerne l'approbation des comptes, le vote de la décharge aux Administrateurs et aux membres du Collège des contrôleurs aux comptes et les questions relatives au plan stratégique, l'absence de délibération communale est considérée comme une abstention de la part de l'associé en cause ;

Considérant le point unique inscrit à l'ordre du jour porte sur l'approbation du Plan Stratégique 2014-2016 ;

Considérant qu'en date du 14 novembre 2013, le Conseil d'Administration Hygea a approuvé le projet de Plan Stratégique 2014-2016;

Considérant que ce plan a fait l'objet d'une présentation aux Bourgmestres des communes associées , aux Directeurs Généraux et Directeurs Financiers des communes associées en date du 18 novembre 2013 à 17H au siège d'HYGEA à Havré.

Considérant que les conseillers communaux associés ont été informés par l'associé concerné que le projet de plan stratégique est consultable sur le site web de l'HYGEA ou disponible sur simple demande 30 jours avant l'Assemblée Générale, conformément aux dispositions L1523-23 et 1523-13 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation.

DECIDE, à l'unanimité :

Article 1^{er} :

- d'approuver le Plan Stratégique HYGEA 2014-2016 et de l'adresser à l'autorité de Tutelle ainsi qu'à l'Intercommunale.

21. **Secrétariat Général – CISCIM – Assemblée Générale du 18 décembre 2013 – approbation**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L1512-3 et L1523-1 et suivants ;

Considérant l'affiliation de la Commune de Jurbise à l'Intercommunale C.I.S.C.M.;

Considérant que la Commune doit être représentée à l'Assemblée générale de l'intercommunale CISCIM par cinq délégués, désignés à la proportionnelle, trois au moins représentants la majorité du Conseil communal du 07 mai 2013 ;

Considérant qu'il convient donc de définir clairement le mandat qui sera confié à ces cinq délégués représentant la Commune à l'Assemblée générale de l'intercommunale CISCIM du 18 décembre 2013 ;

Considérant que le Conseil doit se prononcer sur les points de l'ordre du jour de l'Assemblée générale adressés par l'intercommunale ;

Considérant que les délégués rapportent à l'Assemblée générale, la proportion des votes intervenus au sein de leur Conseil et qu'à défaut de délibération du Conseil communal, chaque délégué dispose d'un droit de vote correspondant au cinquième des parts attribuées à l'associé qu'il représente ;

Considérant que l'ordre du jour porte sur :

1. Présentation du plan stratégique et du budget 2014 ;
2. Prorogation de la durée de l'Intercommunale Centre de Santé ;

3. Désignation des représentants de l'Assemblée Générale du CISCIM à l'Assemblée Générale du SPMT ;
4. Approbation du procès-verbal de la présente séance.

Considérant que le Conseil doit, dès lors, se prononcer sur les points de l'ordre du jour et pour lesquels il dispose de la documentation requise;

Considérant qu'il convient donc de soumettre au suffrage du Conseil Communal le point de l'ordre du jour de l'assemblée générale de l'intercommunale C.I.S.C.M;

LE CONSEIL DECIDE, à l'unanimité:

Article 1^{er} :

D'approuver les points portés à l'ordre du jour de l'Assemblée générale du CISCIM du 18 décembre 2013 qui nécessitent un vote.

Article 2 :

D'approuver l'ordre du jour dont les points concernent :

1. Présentation du plan stratégique et du budget 2014 ;
2. Prorogation de la durée de l'Intercommunale Centre de Santé ;
3. Désignation des représentants de l'Assemblée Générale du CISCIM à l'Assemblée Générale du SPMT ;
4. Approbation du procès-verbal de la présente séance.

Article 3 : de charger ses délégués à cette assemblée de se conformer à la volonté telle qu'elle est exprimée dans l'article 1er ci-dessus.

Article 4 : de charger le Collège communal de veiller à l'exécution de la présente décision.

Article 5 : de transmettre la présente délibération à l'intercommunale CISCIM.

22. Secrétariat Général – CHU Ambroise Paré – Assemblée Générale du 17 décembre 2013
– approbation

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le décret du 19 juillet 2006 modifiant le livre V de la première partie du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation et relatif aux modes de coopération entre Communes ;

Considérant que la Commune de Jurbise est affiliée à la S.C Intercommunale Centre Hospitalier Universitaire et Psychiatrique de Mons-Borinage ;

Vu l'article 1523-11 du livre V, du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

Vu le code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L 1122-31 et L 1122-34 § 2;

Considérant que la commune de Jurbise doit, désormais, être représentée à l'assemblée générale de l'intercommunale par 5 délégués, désignés à la proportionnelle, 3 au moins représentants la majorité du Conseil Communal;

Considérant qu'il convient donc de définir clairement le mandat qui sera confié à ces 5 délégués représentant notre commune à l'assemblée générale ordinaire de l'intercommunale CHU Ambroise Paré du 17 décembre 2013 ;

Considérant que le Conseil doit, dès lors, se prononcer sur les points de l'ordre du jour et pour lesquels il dispose de la documentation requise;

Considérant qu'il convient donc de soumettre au suffrage du Conseil Communal les points de l'ordre du jour de l'assemblée générale de l'intercommunale CHU Ambroise Paré;

Décide , à l'unanimité:

Article 1er : d'approuver :

- Le procès-verbal de la séance du 18 juin 2013;
- La Plan Stratégique 2014-2016;
- Le budget de fonctionnement pour l'exercice 2014;
- La désignation d'un administrateur représentant la Commune de Quévy;
- La désignation d'un administrateur représentant la Commune de Mons;
- La désignation de Madame Caroline DECAMPS en qualité d'administrateur indépendant.

Article 2 :

- de charger ses délégués à cette assemblée de se conformer à la volonté exprimée par le Conseil Communal en sa séance du 23 décembre 2013.
- de charger le Collège Communal de veiller à l'exécution de la présente délibération.

Article 3 :

Copie de la présente délibération sera transmise :

- à l'Intercommunale CHU Ambroise Paré;
- au Gouvernement provincial;
- au Ministre régional de tutelle sur les Intercommunales.

23. **Secrétariat Général – IMIO – Assemblée Générale du 17 décembre 2013 – approbation**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L1512-3 et L1523-1 et suivants ;

Vu la délibération du Conseil communal du 12 juin 2012 portant sur la prise de participation de la Commune à l'intercommunale de mutualisation en matière informatique et organisationnelle (IMIO) ;

Considérant que la Commune a été convoquée à participer à l'assemblée générale d'IMIO du 17 décembre 2013 par lettre datée du 12 novembre 2013 ;

Considérant que l'Assemblée générale du second semestre doit avoir lieu, avant la fin du mois de décembre, conformément à l'article L1523-13 – paragraphe 4 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Considérant que la Commune doit être représentée à l'Assemblée générale de l'intercommunale IMIO par cinq délégués, désignés à la proportionnelle, trois au moins représentant la majorité du Conseil communal ;

Considérant qu'il convient donc de définir clairement le mandat qui sera confié à ces cinq délégués représentant la Commune à l'Assemblée générale de l'intercommunale IMIO du 17 décembre 2013 ;

Considérant que le Conseil doit se prononcer sur les points de l'ordre du jour de l'Assemblée générale adressés par l'intercommunale ;

Considérant que les délégués rapportent à l'Assemblée générale, la proportion des votes intervenus au sein de leur Conseil et qu'à défaut de délibération du Conseil communal, chaque délégué dispose d'un droit de vote correspondant au cinquième des parts attribuées à l'associé qu'il représente ;

Considérant que l'ordre du jour porte sur :

1. Présentation du Plan Stratégique 2014-2016 ;
2. Présentation du budget 2014 ;
3. Conditions de rémunération des Administrateurs;
4. Désignation de nouveaux Administrateurs afin d'atteindre les 30 Administrateurs requis.

Considérant que les points précités sont de la compétence de l'Assemblée Générale et ce conformément à l'article 19 des statuts de l'intercommunale IMIO.

Sur proposition du Collège communal;
Après en avoir délibéré,

LE CONSEIL DECIDE, à l'unanimité:

Article 1^{er} :

D'approuver les points portés à l'ordre du jour de l'Assemblée générale d'IMIO du 17 décembre 2013 qui nécessitent un vote.

Article 2 :

D'approuver l'ordre du jour dont les points concernent :

1. Présentation du Plan Stratégique 2014-2016 ;
2. Présentation du budget 2014 ;
3. Conditions de rémunération des Administrateurs;
4. Désignation de nouveaux Administrateurs afin d'atteindre les 30 Administrateurs requis.

Article 3 : de charger ses délégués à cette assemblée de se conformer à la volonté telle qu'elle est exprimée dans l'article 1er ci-dessus.

Article 4 :- de charger le Collège communal de veiller à l'exécution de la présente décision.

Article 5 : de transmettre la présente délibération à l'intercommunale IMIO.

24. **Secrétariat Général – IPFH – Assemblée Générale du 17 décembre 2013 – approbation**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Considérant l'affiliation de la commune à l'Intercommunale I.P.F.H.;

Considérant les dispositions du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Considérant que la commune doit, désormais, être représentée à l'Assemblée générale de l'intercommunale par 5 délégués, désignés à la proportionnelle, 3 au moins représentant la majorité du Conseil Communal désignés lors du Conseil Communal du 07 mai 2013;

Considérant qu'il convient donc de définir clairement le mandat qui sera confié à ces 5 délégués représentant notre commune à l'Assemblée générale ordinaire de l'intercommunale I.E.H. du 16 décembre 2013 ;

Considérant que le Conseil doit, dès lors, se prononcer sur le point 1 de l'ordre du jour et pour lesquels il dispose de la documentation requise ;

Considérant qu'il convient donc de soumettre au suffrage du Conseil Communal le point 1 de l'ordre du jour de l'assemblée générale de l'intercommunale I.P.F.H.

Le Conseil décide,

Article 1^{er} : d'approuver, à l'unanimité :

- * le point 1^o) de l'ordre du jour, à savoir :
Plan Stratégique 2014-2016;

Article 2 :

- de charger ses délégués à cette Assemblée de se conformer à la volonté exprimée par le Conseil communal en sa séance du 23/12/2013;
- de charger le Collège des Bourgmestre et Echevins de veiller à l'exécution de la présente délibération.

Article 3 : Copie de la présente délibération sera transmise :

- à l'Intercommunale I.G.R.E.T.E.C, gestionnaire de l'Intercommunale I.P.F.H., Boulevard Mayence 1 à 6000 CHARLEROI
 - au Gouvernement Provincial ;
 - au Ministre Régional de Tutelle sur les Intercommunales.
-

25. **Secrétariat Général – IGRETEC – Assemblée Générale du 17 décembre 2013 - approbation**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L1512-3 et L1523-1 et suivants ;

Considérant l'affiliation de la Commune à l'Intercommunale I.G.R.E.T.E.C. ;

Considérant que la Commune doit, désormais, être représentée à l'Assemblée générale de l'Intercommunale par 5 délégués, désignés à la proportionnelle, 3 au moins représentant la majorité du Conseil communal du 07 mai 2013;

Considérant qu'il convient donc de définir clairement le mandat qui sera confié à ces 5 délégués représentant notre Commune à l'Assemblée générale ordinaire de l'I.G.R.E.T.E.C. du 16/12/2013 ;

Considérant que le Conseil doit, dès lors, se prononcer sur les points essentiels de l'ordre du jour et pour lesquels il dispose de la documentation requise ;

Qu'il convient donc de soumettre au suffrage du Conseil les points 2, 3, 4,5 et 6 de l'ordre du jour de l'Assemblée Générale d'IGRETEC ;

Vu l'ordre du jour de l'Assemblée générale, à savoir :

1. Affiliations/Administrateurs ;
2. Projet de fusion du secteur 2/secteur 5 : rapport d'échange ;
3. Dernière évaluation du Plan Stratégique 2011-2013 ;
4. In House : proposition de modifications de fiches tarifaires ;
5. Modifications statutaires.

Considérant qu'il convient donc de soumettre au suffrage du Conseil Communal, les points de l'ordre du jour de l'Assemblée générale de l'Agence Intercommunale IGRETEC;

Le Conseil Communal décide :

A l'unanimité,

Article 1er :

- D'approuver le point n° 2 de l'ordre du jour de l'Assemblée générale de l'Agence Intercommunale IGRETEC, Fusion interne des secteurs 2 et 5;
- D'approuver le point n° 3 de l'ordre du jour de l'Assemblée générale de l'Agence Intercommunale IGRETEC, Dernière évaluation du Plan Stratégique 2011-2013 ;
- D'approuver le point n° 4 de l'ordre du jour de l'Assemblée générale de l'Agence Intercommunale IGRETEC, In House : proposition de modifications de fiches tarifaires ;
- D'approuver le point n° 5 de l'ordre du jour de l'Assemblée générale de l'Agence Intercommunale IGRETEC, Modifications statutaires.

Article 2 :

Les délégués représentant la Commune de Jurbise, désignés par le Conseil Communal du 07 mai 2013, sont chargés de se conformer à la volonté exprimée par la présente assemblée.

Article 3 : Copie de la présente délibération sera transmise :

- à l'Intercommunale I.G.R.E.T.E.C, Boulevard Mayence 1 à 6000 CHARLEROI
- Au Gouvernement Provincial ;
- Au Ministre Régional de Tutelle sur les Intercommunales.

26. Culture – Dérogation au Règlement général de location et de mise à disposition des salles communales en faveur du Centre d'Action Laïque *La Spirale* ASBL – approbation

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu le règlement communal relatif à la location et à la mise à disposition des salles communales, approuvé par le Conseil Communal en sa séance du 03.11.2009, et ses modifications ultérieures ;

Sur proposition du Collège Communal en sa séance du 18 novembre 2013 ;

Considérant que le Centre d'Action Laïque de JURBISE, représenté par Mr. Henri POOLS, domicilié route d'Ath 267 à 7050 JURBISE, souhaite occuper la salle culturelle Jacques GALANT les 10,11,12/10/2014 ;

Attendu qu'il est proposé de mettre la salle culturelle Jacques Galant à disposition du Centre d'Action Laïque sur base d'une gratuité partielle sur le prix de location, gratuité partielle qui se justifie par l'intérêt communal de la manifestation (organisation de la traditionnelle exposition d'œuvres d'art TOILE EMOI), au tarif de 147,07 EUR (assurances 3 jours = 47,07 EUR + 100 EUR nettoyage).

Après en avoir délibéré ;

Décide ;

Article 1^{er} : De permettre au Centre d'Action Laïque de JURBISE, représenté par Mr. Henri POOLS, domicilié route d'Ath 267 à 7050 JURBISE, d'occuper la salle culturelle Jacques GALANT sur base d'une gratuité partielle sur le prix de location qui se justifie par l'intérêt communal de la manifestation organisée (organisation de la traditionnelle exposition d'œuvres d'art TOILE EMOI) les 10,11,12/10/2014. Tarif demandé : 147,07 EUR (assurances 3 jours = 47,07 EUR + 100 EUR nettoyage).

Article 2 : De transmettre un extrait de la présente délibération à Monsieur le Directeur financier pour disposition.

27. **Culture – Dérogation au Règlement général de location et de mise à disposition des salles communales en faveur de XASPORT – approbation**

Madame Senecaut demande au Collège communal si cette mise à disposition n'empêche pas de rencontrer les souhaits d'autres demandeurs qui désireraient occuper cette salle en soirée, durant la semaine. La Présidente et l'Echevine de la Culture lui répondent par la négative.

Madame Senecaut demande que l'on sollicite à nouveau, auprès de Xasport, les avertissements-extraits de rôle qu'il est tenu de remettre afin de connaître les rentrées financières de l'intéressé. La Présidente marque son accord sur cette demande, et propose qu'il en soit fait de même à l'égard du demandeur précédent, à savoir l'ASBL La Spirale. Ce sur quoi Madame Senecaut marque son accord, tout en rappelant que selon, en tant qu'ASBL, La Spirale ne dispose sans doute pas de rentrées financières via l'organisation de ses activités.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu le règlement communal relatif à la location et à la mise à disposition des salles communales, approuvé par le Conseil Communal en sa séance du 03.11.2009, et ses modifications ultérieures ;

Sur proposition du Collège communal en sa séance du 07 octobre 2013 ;

Attendu que XASPORT, représenté par Monsieur Xavier DUREL, domicilié rue du Gad Bourgeois 5 à 7950 CHIEVRES, dispense actuellement des cours de DANCE BOXING dans la salle culturelle Jacques GALANT selon les jours et aux horaires suivants : tous les lundis de 18h à 19h30 et de 20h à 21h, tous les mardis de 18h à 19h30 et de 20h à 21h, tous les mercredis de 18h à 19h30, tous les jeudis de 18h à 19h30 et de 20h à 21h ;

Attendu que XASPORT va à l'avenir continuer à dispenser des cours de DANCE BOXING dans la même salle culturelle, mais réduire ses activités selon les jours et aux horaires suivants : tous les mardis de 20h à 21h et tous les jeudis de 20h à 21h ;

Considérant que ces activités permettent à un public de tout âge de pouvoir s'adonner à une pratique sportive encadrée à proximité de son domicile ;

Considérant qu'il avait été proposé de fixer à XASPORT, un montant forfaitaire de 175EUR/mois + assurances pour 4 occupations par semaine de la salle culturelle ;

Considérant que XASPORT va réduire ses activités de moitié, il est proposé d'arrêter un montant forfaitaire de location de 87,50 EUR + assurances pour 2 occupations par semaine de la salle culturelle ;

Après en avoir délibéré en séance publique ;

Décide, avec 14 voix pour et 3 abstentions:

Article 1^{er} : De permettre à XASPORT, représenté par Monsieur Xavier DUREL, domicilié rue du Gad Bourgeois 5 à 7950 CHIEVRES, de dispenser des cours de DANCE BOXING dans la salle culturelle Jacques GALANT selon les jours et aux horaires suivants : tous les mardis de 20h à 21h et tous les jeudis de 20h à 21h et ce, pour un montant forfaitaire de 87,50 EUR/mois + assurances.

Article 2 : De transmettre un extrait de la présente délibération à Monsieur le Directeur financier pour disposition.

28. **Culture – acquisition de deux rétroprojecteurs : recours à la Centrale de marchés de la Province de Hainaut – approbation**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu la délibération du 26 mars 2013 du Conseil communal, approuvant la proposition de rattachement de la Commune à la Centrale de marchés établie par la Province du Hainaut ;

Vu l'accord du 4 novembre 2013 du Collège communal, sur proposition du Service Informatique de l'Administration communale, pour procéder à l'acquisition de deux rétroprojecteurs (ainsi que d'une lampe de rechange et d'un support pour plafond) en recourant à la Centrale de marchés de la Province, pour un montant total estimé à 892, 83 € HTVA ou 1.080,33 € TVAC (*numéro de dossier : 23662V8 – échéance du marché : 03/02/2014*) ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2013, article 762/74451 : 201300054.2013 (n° de projet 201300054) et sera financé par un emprunt ;

Décide, à l'unanimité :

Article 1^{er} . - D'approuver la proposition d'acquisition de deux rétroprojecteurs (ainsi que d'une lampe de rechange et d'un support pour plafond) en recourant à la Centrale de marchés de la Province, pour un montant total estimé à 892, 83 € HTVA ou 1.080,33 € TVAC

Article 2 . - De financer cette dépense par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2013, article 762/74451 : 201300054.2013 (n° de projet 201300054).

Article 3 . - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

29. **Juridique** – MP 2012-25-SG-VR relatif à la fourniture et l'installation d'un système de vidéosurveillance des voiries traversant la Commune – mode de passation, conditions et CSCh – **approbation**

Madame Senecaut demande au Collège communal quelle sera la personne chargée de visionner les images des caméras. La Présidente lui répond qu'un agent CALOC sera engagé par la Commune de Jurbise (et pas par la Zone de Police) pour réaliser cette mission, celle-ci ne pouvant, au regard de la législation, être confiée à un Gardien de la Paix.

Madame Senecaut fait justement remarquer que la Zone de Police semble rencontrer des difficultés à recruter du personnel, l'agent de proximité supplémentaire promis à Jurbise depuis l'an passé n'ayant toujours pas été engagé. La Présidente lui confirme, ainsi qu'à Monsieur Delhaye, que c'est bien la Commune, et non la Zone, qui engagera cet agent CALOC.

A la question de Madame Senecaut, la Présidente précise qu'elle espère voir les travaux d'installation du système de vidéosurveillance se terminer en 2014.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 25 ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 5, § 2 ;

Considérant le cahier spécial des charges N° 2012-25-SG-VR relatif au marché "Fourniture et installation d'un système de vidéosurveillance des voiries traversant la Commune" établi par l'Administration Communale de Jurbise ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 250.000,00 € hors TVA ou 302.500,00 €, 21% TVA comprise ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par appel d'offres ouvert ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2012, article 421/741-52 (n° de projet 20120064) et sera financé par un emprunt ;

DECIDE, avec 14 voix pour et trois abstentions :

Article 1er. - D'approuver le cahier spécial des charges N° 2012-25-SG-VR et le montant estimé du marché "Fourniture et installation d'un système de vidéosurveillance des voiries traversant la Commune", établis par l'Administration Communale de Jurbise. Les conditions sont fixées comme

prévu au cahier spécial des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 250.000,00 € hors TVA ou 302.500,00 €, 21% TVA comprise.

Article 2. - De choisir l'appel d'offres ouvert comme mode de passation du marché.

Article 3. - De compléter et d'envoyer le formulaire standard de publication au niveau national.

Article 4. - De financer cette dépense par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2012, article 421/741-52 (n° de projet 20120064).

Article 5. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

30. **Juridique – Convention relative à l'octroi d'un prêt CRAC – Financement alternatif des bâtiments scolaires (nouvelle Ecole d'Erbisoeul) – approbation**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal;

Vu la Loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

Vu la Loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu l'accord de coopération conclu le 03/02/2011 entre la Communauté française et la Région Wallonne portant sur le financement des investissements subventionnés en vertu de l'article 7 §4 du Décret du 05/02/1990 relatif aux bâtiments scolaires de l'enseignement non universitaire organisé ou subventionné par la Communauté française ;

Vu le Décret du 23/03/1995 portant création du Centre régional d'Aide aux Communes ;

Vu la décision du Gouvernement de la Communauté française du 07/10/2010 et le courrier du Ministre de l'Enfance, de la Recherche et de la Fonction publique du 20/06/2013 d'attribuer à l'Administration communale de Jurbise une subvention maximale de 1.663.115,55 € ;

Vu le courrier du 12 novembre 2013 du Centre régional d'Aide aux Communes et le projet de convention y annexé, invitant les autorités communales à signer la convention relative à l'octroi d'un prêt CRAC et de solliciter un montant de 1.663.115,55 € afin d'assurer le financement de la subvention pour l'investissement relatif à l'extension de l'Ecole fondamentale d'Erbisoeul ;

Décide , à l'unanimité :

Article 1^{er}. - Décide de solliciter un prêt d'un montant de 1.663.115,55 € afin d'assurer le financement de la subvention pour l'investissement relatif à l'extension de l'Ecole fondamentale d'Erbisoeul, tel que prévu par la décision du Gouvernement de la Communauté française du 07/10/2010.

Article 2 . - D'approuver les termes de la convention annexée à la présente délibération.

Article 3. - De désigner Madame Jacqueline Galant, Députée-bourgmestre, et Monsieur Stéphane Gillard, Directeur général faisant fonction, pour signer ladite convention.

-
31. **Personnel** – Modification du statut administratif du personnel communal non enseignant de la Commune de Jurbise suite au Décret du 18 avril 2013 modifiant certaines dispositions du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation, à l'Arrêté du 11 juillet 2013 du Gouvernement wallon fixant les conditions de nomination aux emplois de directeur général, de directeur général adjoint et de directeur financier communaux et à l'Arrêté du 11 juillet 2013 du Gouvernement wallon fixant les règles d'évaluation des emplois de directeur général, directeur général adjoint et directeur financier communaux – adoption

LE CONSEIL COMMUNAL, délibérant en séance publique,

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal;

Vu la Loi du 8 juillet 1976 organique des Centres publics d'action sociale, et notamment son article 26bis §2 relatif à la concertation avec la Commune ;

Vu la Loi du 28 septembre 1984 pris en exécution de la Loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités ;

Vu la Loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

Vu la Loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu le statut administratif du personnel communal non enseignant, adopté par le Conseil communal en sa séance du 20 septembre 2011 ;

Vu le Décret du 18 avril 2013 modifiant certaines dispositions du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation ;

Vu l'Arrêté du 11 juillet 2013 du Gouvernement wallon fixant les conditions de nomination aux emplois de directeur général, de directeur général adjoint et de directeur financier communaux ;

Vu l'Arrêté du 11 juillet 2013 du Gouvernement wallon fixant les règles d'évaluation des emplois de directeur général, directeur général adjoint et directeur financier communaux ;

Vu le protocole d'accord dressé à l'issue de la réunion du Comité de concertation entre la Commune et le CPAS en date du 4 novembre 2013 ;

Vu le protocole d'accord dressé à l'issue de la réunion du Comité de négociation syndicale en date du 4 novembre 2013 ;

Attendu qu'il s'est avéré nécessaire de procéder à l'adaptation du statut administratif communal, afin d'intégrer les nouvelles dispositions découlant du Décret du 18 avril 2013 et des Arrêtés du

Gouvernement wallon du 11 juillet 2013 susvisés, portant de la réforme des grades légaux et plus précisément :

- des sanctions disciplinaires susceptibles d'être prises par le Directeur général ;
- des modalités liées à l'évaluation des grades légaux ;
- des modalités de recrutement et de promotion des grades légaux ;

Après en avoir délibéré ;

Décide, à l'unanimité :

Article 1er. - D'adopter les adaptations proposées au statut administratif du personnel communal non enseignant de l'Administration communale de Jurbise, et portant de la réforme des grades légaux, et plus précisément :

- des sanctions disciplinaires susceptibles d'être prises par le Directeur général ;
- des modalités liées à l'évaluation des grades légaux ;
- des modalités de recrutement et de promotion des grades légaux ;

Article 2. - De transmettre, pour approbation, un exemplaire de la présente décision aux autorités de tutelle.

32. **Personnel** – Modification du statut pécuniaire du personnel communal non enseignant de la Commune de Jurbise suite au Décret du 18 avril 2013 modifiant certaines dispositions du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation – adoption

LE CONSEIL COMMUNAL, délibérant en séance publique,

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal;

Vu la Loi du 8 juillet 1976 organique des Centres publics d'action sociale, et notamment son article 26bis §2 relatif à la concertation avec la Commune ;

Vu la Loi du 28 septembre 1984 pris en exécution de la Loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu la Circulaire du 22 septembre 2009 du Service Public de Wallonie, relative au statut pécuniaire de certains titulaires d'un grade légal ;

Vu le statut pécuniaire du personnel communal non enseignant, adopté par le Conseil communal en sa séance du 20 septembre 2011 ;

Vu le Décret du 18 avril 2013 modifiant certaines dispositions du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation, entré en vigueur au 1^{er} septembre 2013 ;

Considérant l'article 7 du Décret du 18 avril 2013 susvisé, modifiant l'article L1124-6 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation, et fixant l'échelle de traitement du Directeur général ;

Vu le protocole d'accord dressé à l'issue de la réunion du Comité de concertation entre la Commune et le CPAS en date du 4 novembre 2013 ;

Vu le protocole d'accord dressé à l'issue de la réunion du Comité de négociation syndicale en date du 4 novembre 2013 ;

Attendu qu'il s'est avéré nécessaire de procéder à l'adaptation du statut pécuniaire communal, afin d'intégrer les nouvelles dispositions découlant du Décret du 18 avril 2013 susvisé, portant de la réforme des grades légaux et plus précisément des nouvelles échelles de traitement du Directeur général et du Directeur financier, tenant compte des limites minimum et maximum des communes de 10.001 à 20.000 habitants ;

Considérant que ces nouvelles échelles de traitement des grades légaux sont fixées en annexe 3 du statut pécuniaire ;

Considérant que les crédits nécessaires à cette adaptation d'échelle ont été prévus en modification budgétaire n°2 du budget 2013 ainsi qu'au budget 2014 ;

Après en avoir délibéré ;

Décide, à l'unanimité :

Article 1er. - D'adopter les adaptations proposées au statut pécuniaire du personnel communal non enseignant de l'Administration communale de Jurbise, portant de la réforme des grades légaux et plus précisément des nouvelles échelles de traitement du Directeur général et du Directeur financier, tenant compte des limites minimum et maximum des communes de 10.001 à 20.000 habitants. Ces nouvelles échelles de traitement des grades légaux sont fixées en annexe 3 du statut pécuniaire.

Article 2. - Le traitement du Directeur général est fixé comme suit à partir du 1^{er} septembre 2013, à l'indice pivot 138,01 conformément à l'article L1124-6 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation :

Commune de la catégorie 2 – amplitude en 15 ans :

Minimum : 38.000,00 € et Maximum : 54.000,00 €
14 annales de 1066,67 € et 1 annale de 1066,62 €

Article 3. - Le traitement du Directeur financier est fixé comme suit à partir du 1^{er} septembre 2013, à l'indice pivot 138,01 conformément aux articles L1124-6 et L1124-35 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation :

Commune de la catégorie 2 – amplitude en 15 ans :

Minimum : 37.050,00 € et Maximum : 52.650,00 €
14 annales de 1040,00 € et 1 annale de 1039,95 €

Article 4. - Les crédits nécessaires à cette adaptation d'échelle ont été prévus en modification budgétaire n°2 du budget 2013 ainsi qu'au budget 2014.

Article 55. - De transmettre, pour approbation, un exemplaire de la présente décision aux autorités de tutelle.

33. **Personnel – Modification du règlement de travail du personnel communal non enseignant de la Commune de Jurbise suite au Décret du 18 avril 2013 modifiant certaines dispositions du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation – adoption**

Monsieur Delhaye demande des précisions sur la composition du comité de direction ainsi que sur le système de contrôle interne. Le Directeur général f.f. lui répond, tout en faisant remarquer que certaines précisions sont encore attendues de la Région Wallonne en la matière.

LE CONSEIL COMMUNAL, délibérant en séance publique,

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal;

Vu la Loi du 8 juillet 1976 organique des Centres publics d'action sociale, et notamment son article 26bis §2 relatif à la concertation avec la Commune ;

Vu la Loi du 28 septembre 1984 pris en exécution de la Loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu le règlement de travail du personnel communal non enseignant, adopté par le Conseil communal en sa séance du 1^{er} mars 2011 ;

Vu le Décret du 18 avril 2013 modifiant certaines dispositions du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation ;

Vu le protocole d'accord dressé à l'issue de la réunion du Comité de concertation entre la Commune et le CPAS en date du 4 novembre 2013 ;

Vu le protocole d'accord dressé à l'issue de la réunion du Comité de négociation syndicale en date du 4 novembre 2013 ;

Attendu qu'il s'est avéré nécessaire de procéder à l'adaptation du règlement de travail communal, afin non seulement de procéder à deux corrections formelles portant sur l'adresse de l'assureur communal et sur l'identité du service communal réceptionnant les demandes de congé (Service Personnel), mais aussi afin d'intégrer les nouvelles dispositions découlant du Décret du 18 avril 2013, portant de la réforme des grades légaux et plus précisément du rôle du Directeur général ;

Après en avoir délibéré ;

Décide, à l'unanimité :

Article 1er. - D'adopter les adaptations proposées au règlement de travail du personnel communal non enseignant de l'Administration communale de Jurbise, portant sur :

- l'adresse de l'assureur communal ;
- l'identité du service communal réceptionnant les demandes de congé (Service Personnel) ;
- le rôle du Directeur général.

Article 2. - De transmettre, pour approbation, un exemplaire de la présente décision aux autorités de tutelle.

34. **Personnel – Modification du statut administratif (art. 18, 2) et du règlement de travail (art.14 §1 et 15 §1) du personnel communal non enseignant de la Commune de Jurbise : interdiction de fumer sur tous les sites de la Commune de Jurbise (bâtiments administratifs, salles culturelles, écoles communales) – adoption**

LE CONSEIL COMMUNAL, délibérant en séance publique,

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal;

Vu la Loi du 8 juillet 1976 organique des Centres publics d'action sociale, et notamment son article 26bis §2 relatif à la concertation avec la Commune ;

Vu la Loi du 28 septembre 1984 pris en exécution de la Loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu le règlement de travail du personnel communal non enseignant, adopté par le Conseil communal en sa séance du 1^{er} mars 2011 ;

Vu le statut administratif du personnel communal non enseignant, adopté par le Conseil communal en sa séance du 20 septembre 2011 ;

Vu le protocole d'accord dressé à l'issue de la réunion du Comité de concertation entre la Commune et le CPAS en date du 4 novembre 2013 ;

Vu le protocole d'accord dressé à l'issue de la réunion du Comité de négociation syndicale en date du 4 novembre 2013 ;

Attendu qu'il est proposé de modifier le statut administratif (en son article 18) et le règlement de travail (en ses articles 14 et 15) du personnel communal non enseignant de la Commune de Jurbise,

afin d’instaurer une interdiction générale de fumer sur l’ensemble des sites communaux (bâtiments administratifs, salles culturelles, écoles communales) ;

Considérant qu’il est également proposé que cette interdiction ne soit pas d’application durant la pause de midi du personnel ;

Après en avoir délibéré ;

Décide, à l’unanimité :

Article 1er. - D’adopter les adaptations proposées au statut administratif et au règlement de travail du personnel communal non enseignant de l’Administration communale de Jurbise, afin d’y intégrer les dispositions relatives à l’interdiction générale de fumer sur l’ensemble des sites communaux (bâtiments administratifs, salles culturelles, écoles communales). Cette interdiction ne sera pas d’application durant la pause de midi du personnel.

Article 2. - De transmettre, pour approbation, un exemplaire de la présente décision aux autorités de tutelle.

35. **Travaux – Extension de l’école communale d’Erbisoeul – débroussaillage du terrain : décision du Collège communal des 12 et 26 août 2013 relatives au lancement de la procédure et à son adjudication – ratification**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l’article 26, § 1, 1° a (montant du marché HTVA n'atteint pas le seuil de 85.000,00 €) ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 105 ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 5, § 4 ;

Considérant que le Service Travaux a établi une description technique N° 2013-09-RP pour le marché “Débroussaillage du terrain pour l’extension de l’école communale d’Erbisoeul” ;

Considérant qu’il avait été dans un premier temps envisagé d’inclure ces travaux de débroussaillage dans les missions de l’entrepreneur chargé de la construction de la nouvelle école communale d’Erbisoeul ;

Considérant toutefois que l'auteur de projet en charge de ce dossier n'avait pas prévu la réalisation de ces travaux dans le CSCh de travaux s'y rapportant ;

Attendu que la réalisation du débroussaillage du terrain concerné s'est avérée indispensable pour ne pas retarder le début du chantier de construction de la nouvelle école ;

Considérant qu'au-delà du respect d'un planning propre à ce chantier, il s'avèrait indispensable de tenir compte du rythme scolaire et des difficultés susceptibles d'être créées de par le moindre retard pris dans le début du chantier de construction de la nouvelle école ;

Attendu qu'il a été proposé d'organiser en urgence une procédure de consultation de prestataires susceptibles de se charger de cette mission de débroussaillage ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élevait à 5.619,83 € hors TVA ou 6.800,00 €, 21% TVA comprise ;

Vu la décision du Collège communal du 12 août 2013, décidant de la consultation de trois prestataires pour le débroussaillage de la parcelle destinée à accueillir la nouvelle école communale d'Erbisoeul ;

Considérant qu'il a été proposé de passer le marché par procédure négociée sans publicité, et de ne laisser qu'un délai de 10 jours aux prestataires potentiels ci-dessous pour remettre offre :

- Deno S.P.R.L., rue Roi Baudouin, 81 à 7030 Saint-Symphorien ;
- Jardeco s.p.r.l., rue François Marcq, 21 à 7030 Saint-Symphorien ;
- Vert Divers s.p.r.l. (ex Marynx et fils), rue Jules Ruelles, 69 à 7332 Sirault ;

Attendu qu'en sa séance du 26 août 2013, le Collège communal a désigné le prestataire Deno S.P.R.L., rue Roi Baudouin, 81 à 7030 Saint-Symphorien, pour le montant d'offre contrôlé de 5.418,00 € hors TVA ou 6.555,78 €, 21% TVA comprise ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2013, article 722/722-60 (n° de projet 20090019) et sera financé par un emprunt ;

Considérant que les travaux de débroussaillage ont pu être réalisés dans des délais ayant permis à l'entrepreneur chargé des travaux de construction de la nouvelle école d'Erbisoeul, de débiter le chantier dans les délais convenus et impartis ;

DECIDE, à l'unanimité :

Article 1er. - D'approuver la proposition de ratification de la délibération du Collège communal du 26 août 2013. La procédure de marché "Débroussaillage du terrain pour l'extension de l'école communale d'Erbisoeul", attribuée à Deno S.P.R.L., Roi Baudouin, 81 à 7030 Saint-Symphorien, est approuvée pour un montant de 5.418,00 € hors TVA ou 6.555,78 €, 21% TVA comprise .

Article 2. - De financer cette dépense par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2013, article 722/722-60 (n° de projet 20090019).

Article 3. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

36. **Travaux** – Travaux de sécurisation anti-incendie et anti-intrusion de la salle des fêtes de Vacresse – recours à une procédure négociée sans publicité en application de l'article 26 §1, 3°, b de la Loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services – approbation. Retrait et annulation de la délibération du Conseil communal du 5/11/2013 portant sur ce point – **approbation**

Madame Senecaut demande si l'offre de prix initiale de l'entrepreneur n'est pas supposée être fixe, et si celui-ci ne devrait pas réaliser les travaux sur base du premier prix proposé. La Présidente et le Directeur général f.f. lui répondent par la négative, l'erreur n'ayant pas été commise au cours de la procédure de marché public initiale mais bien à travers un devis estimatif remis spécifiquement pour la présente procédure.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services , ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, notamment l'article 5, § 2 ;

Vu la procédure de marché public 2010-54-SG-EB portant sur la réalisation de travaux de sécurisation anti-incendie et anti-intrusion des bâtiments communaux et du CPAS, attribuée à l'entreprise CC Domotic Alarm, sise Chaussée du Roeulx 350 à 7000 Mons ;

Vu la procédure de marché public portant sur les travaux de rénovation de la salle des fêtes de Vacresse, attribué à l'entreprise Loiselet Frère sprl à Chièvres ;

Vu les travaux d'installation d'un système provisoire anti-incendie déjà réalisés par l'entreprise CC Domotic Alarm à la salle des fêtes de Vacresse avant les travaux de rénovation de ce bâtiment ;

Vu la récupération du matériel du système anti-incendie, en vue d'être réinstallé après les travaux de rénovation de ce bâtiment ;

Vu le rapport rédigé par le Service Incendie de Mons ;

Vu la délibération du 5 novembre 2013 du Conseil communal, par laquelle il a été décidé, conformément à l'article 26 §1, 3°, b de la Loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, de traiter par procédure négociée sans respecter de règle de publicité lors du lancement de la procédure, compte tenu du fait que des fournitures complémentaires sont à effectuer par le fournisseur initial et que celles-ci sont destinées

à l'extension de fournitures ou d'installations existantes, le changement de fournisseur obligeant le pouvoir adjudicateur, le cas échéant, à acquérir un matériel de technique différente entraînant une incompatibilité ou des difficultés techniques d'utilisation et d'entretien disproportionnées

Attendu que le fournisseur CC Domotic Alarm, qui s'est vu confié le marché public évoqué ci-dessus, a commis une erreur dans le métré estimatif remis par ses soins, un montant de 5.385,89 € HTVA (ou 6.516,93 € TVAC) prévu pour la fourniture de matériel lié au contrôle d'accès devant être remplacé par un montant de 6.490,12 € HTVA (ou 7.853,05 € TVAC), soit un surplus de 1.104,23 € HTVA (ou 1.336,11 € TVAC) par rapport au montant approuvé par le Conseil communal en date du 5 novembre 2013 ;

Attendu qu'il a également été demandé au fournisseur CC Domotic Alarm d'inclure, dans son devis estimatif, le coût relatif à la fourniture et à la pose des câblages relatifs au contrôle d'accès, à l'alarme incendie et au système anti-intrusion, pour un montant de 2.428,58 € HTVA ou 2.938,58 € TVAC ;

Considérant que le fait d'inclure ce travail de câblage dans les missions du fournisseur CC Domotic Alarm aura pour intérêt une meilleure coordination des travaux à réaliser ainsi qu'un gain évident sur le plan esthétique ;

Attendu que le montant total des travaux s'élève désormais à 17.438,88 € HTVA ou 21.101,04 € TVAC, en lieu et place du montant de 13.800,57 € HTVA ou 16.698,69 € TVAC approuvé par le Conseil communal le 5 novembre dernier ;

Considérant qu'il s'avère par conséquent nécessaire de retirer la délibération du Conseil communal du 5 novembre dernier relative à ce point, et d'inviter le Conseil communal à approuver la présente procédure sur base du montant de 17.438,88 € HTVA ou 21.101,04 € TVAC ;

Considérant que le Conseil communal est à nouveau invité à attribuer la présente procédure à l'entreprise CC Domotic Alarm, sise Chaussée du Roeulx 350 à 7000 Mons, sur base de l'article 26 §1, 3°, b de la Loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services

Considérant que les montants nécessaires seront prévus au budget extraordinaire de l'exercice 2014 ;

Décide, avec 14 voix pour et 3 abstentions :

Article 1^{er}. - D'approuver, notamment sur base du rapport rédigé par le Service Incendie de Mons, la proposition de réalisation de travaux de sécurisation anti-incendie et anti-intrusion de la salle des fêtes de Vacresse.

Article 2. - D'approuver l'attribution de cette procédure à l'entreprise CC Domotic Alarm, sise Chaussée du Roeulx 350 à 7000 Mons, en application de l'article 26 §1, 3°, b de la Loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services.

Article 3. - D'approuver le coût des fournitures complémentaires au montant de 17.438,88 € HTVA ou 21.101,04 € TVAC. Les montants nécessaires seront inscrits au budget extraordinaire de l'exercice 2014.

Article 4. - De transmettre un exemplaire de la présente délibération à Monsieur le Directeur financier pour disposition.

37. **Travaux – Désaffectation de matériel roulant : véhicule électrique Philco Cityfort E1 immatriculé 1 MDN 704 – approbation**

Madame Senecaut demande ce qu'il va advenir du véhicule, une fois désaffecté. La Présidente lui répond qu'il sera vendu. Madame Senecaut propose de solliciter certains sites spécialisés pour ce faire.

Le Conseil Communal,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal ;

Vu le courrier du 13 mars 2009 du Ministre André Antoine, portant sur le soutien financier accordé par la Région Wallonne aux pouvoirs locaux pour l'acquisition de véhicules propres ;

Vu la délibération du 16 décembre 2009 du Conseil communal, approuvant le projet de CSCh établi par le Service Public de Wallonie (SPW) dans le cadre de l'acquisition de tels véhicules ;

Attendu qu'à l'issue de la procédure de marché public menée par le SPW, l'Administration Communale de Jurbise a acquis, au cours de l'année 2011, un véhicule électrique de modèle Philco City Fort E1, immatriculé par la Commune de Jurbise 1MDN 704 ;

Considérant que depuis sa livraison et sa mise en service, ce véhicule n'a non seulement jamais donné pleine et totale satisfaction au regard du descriptif établi dans le CSCh du SPW ainsi qu'au regard de l'offre remise par l'adjudicataire, mais a aussi et surtout rapidement démontré de sérieuses limites en matière d'autonomie ;

Considérant que malgré les interventions de l'adjudicataire de l'époque et de la société ayant repris, à la faillite de l'adjudicataire, les activités de ce dernier, aucune amélioration n'a été constatée ;

Considérant le courrier du 23 octobre 2013 du SPW, ne pouvant que constater l'état de la situation et n'étant à même de proposer qu'une intervention d'un montant maximal de 3.000,00 € aux communes désireuses de procéder aux réparations et remplacement de pièces indispensables ;

Considérant qu'en séance du 18 novembre 2013, le Collège communal a pris connaissance de cette proposition mais, compte tenu des éléments factuels en sa connaissance, a pris la décision de ne pas répondre favorablement à la proposition du SPW et de proposer au Conseil communal le déclassement du véhicule ;

Attendu que ce bien doit être désaffecté du Patrimoine Communal ;

Sur proposition du Collège Communal, en sa séance du 18/11/2013 ;

DECIDE, à l'unanimité :

Article 1^{er} : d'approuver la désaffectation du véhicule électrique de modèle Philco City Fort E1, immatriculé 1MDN 704, du patrimoine de l'Administration Communale de Jurbise.

Article 2 : de transmettre un extrait de la présente délibération à Monsieur le Directeur financier pour disposition, ainsi qu'à la compagnie d'assurance Belfius pour suites voulues.

38. Finances – Budget Communal 2014 – approbation

Le budget communal 2014 est présenté par la Présidente.

A l'issue de cette présentation, Madame Senecaut et Monsieur Delhay demandent certains éclaircissements quant à des montants précisés dans la présentation, et mettent en évidence que parmi les investissements qualifiés d'improbables (conformément à la nouvelle réglementation en la matière), celui relatif à l'aménagement de l'ancienne briqueterie (projet SAR – site à réhabiliter) a été omis, ce que confirme le Directeur financier.

Celui-ci, à la question de Madame Senecaut, précise également que le budget a été élaboré sur base des projets et considérations de la majorité, et rappelle que son rôle est de placer les balises à ne pas dépasser, conformément à la Circulaire budgétaire du Gouvernement wallon et aux nouvelles impositions fixées.

A la question de Monsieur Delhay, le Directeur financier confirme par ailleurs qu'un investissement improbable peut, en cours d'année, être remplacé par un autre dans le cas de figure où son « statut » d'improbable aurait évolué vers un « statut » probable.

Madame Senecaut présente ensuite la position du groupe PS.

« Le budget 2013 de Jurbise était basé sur la sécurité. Le groupe PS avait, par rapport à cet axe politique, émis quelques réserves, estimant que s'il était effectivement important de répondre aux attentes citoyennes en matière de lutte contre l'insécurité ambiante, les préoccupations sociales devaient être mises en avant dans un contexte de crise, même au sein d'une commune comme Jurbise.

Ce message a-t-il été entendu ? 2014 est en tout cas annoncée comme une année consacrée à l'humain et aux services aux citoyens. Un bon choix, a priori.

Ce choix devra toutefois être évalué au regard des actions effectivement menées quand on les comparera à ce qui relève de l'effet d'annonce.

Si l'on prend l'année 2013 et la réalisation du budget, il apparaît que bien des projets sont à ce jour restés sans suite. Le budget 2014 reconduit, en vérité, bon nombre d'annonces déjà inscrites dans le précédent.

A titre d'exemple, l'offre d'un numéro de maison pour faciliter l'accès au service de secours, le développement du « groupe de police de base », l'installation de bulles aux verres enterrées, que l'on disait s'inscrire dans l'année de la sécurité, sont autant de projets qui n'ont plus fait l'objet d'aucune information devant le conseil. L'acquisition de caméras revient à l'extraordinaire mais la manière dont sera assuré le suivi de l'utilisation de ces outils de surveillance demeure un mystère.

La majorité avait ouvert en 2013 de nouveaux postes budgétaires à titre quasi symbolique pour de nouvelles politiques : agriculture (3000 €) et tourisme (6000€). Pour quel bilan ? Le conseil n'en n'a eu aucun retour. Mais peut-on raisonnablement mener des politiques cohérentes avec des sommes aussi peu significatives ?

La culture est un poste qui occupe une place de plus en plus importante dans la répartition budgétaire. Le PS rejoint cette option mais regrette de n'être pas informé de la manière dont la commune s'inscrit dans Mons 2015. Ce point (5160 € de subsides à la Fondation) n'a jamais fait l'objet d'informations aux conseillers communaux. Le PS constate que les dépenses de dette liées à la

culture sont en augmentation constante. Il convient d'être particulièrement prudent à cet égard pour respecter les considérations du Directeur financier exprimées par rapport à l'augmentation de la dette globale de la commune.

En matière de personnel également la courbe est à la hausse. Dans ce contexte, le PS approuve la création d'un fonds de réserve pour faire face à l'enjeu des pensions.

« De l'alpha à l'Omega ; de l'enfance aux aînés », annonce la note politique de la majorité. Le PS s'y rallie. Mais ne perçoit toutefois rien de bien neuf.

Il émet l'espoir que les services initiés en 2013 (garde à domicile de nuit pour les aînés et extension de l'accueil à la petite enfance) pourront être maintenus car ils correspondent à ce que le PS souligne depuis longtemps : la nécessité d'offrir des services spécifiquement liés aux caractéristiques de la population jurbisienne, une population qui doit faire face à des problèmes de mobilité.

A l'extraordinaire, le PS attend avec impatience d'en savoir plus sur l'évolution du projet de logements-passerelles déjà inscrit en 2013. Il se réjouit de l'évolution du dossier d'éclairage des écoles et de l'assainissement du site de la gare (même si « l'assainissement de la briqueterie » semble figurer dans la catégorie des investissements dits improbables). Il s'agit en effet d'un enjeu majeur pour améliorer la mobilité vers et au départ de ce lieu qui a acquis une vocation « supralocale ».

Comme l'an dernier, le PS attire l'attention sur la centralisation – qu'il juge excessive – d'investissements dans et autour du site du château communal, au détriment d'investissements dans d'autres parties de l'entité. Plus d'un million est encore prévu pour ce site, ce qui représente des emprunts importants et donc une fragilisation de la dette jurbisienne à terme.

Compte-tenu de ce qui précède quant au choix d'une thématique sociale pour 2014, le PS s'abstiendra sur ce budget et évaluera dans un an dans quelle mesure cette orientation se sera concrétisée ».

A l'issue de cette présentation, Monsieur Delhay demande comment ont été utilisés, en 2013, les crédits alloués à l'Agriculture et au Tourisme. La Présidente lui répond en mettant en évidence la visite au Salon de l'Agriculture, l'organisation de conférences, le renouvellement de la Commission Dégâts agricole ou encore, concernant le tourisme, la participation de la Commune au Projet « Mons 2015 Grand Ouest ».

Le Conseil communal approuve ce point avec 14 voix pour et 3 abstentions.

39. Question(s) orale(s).

Aucune question orale n'étant posée, la Présidente déclare le huis clos.

Huis clos

40. Approbation du procès-verbal de la séance du 5 novembre 2013 – partie huis clos —
Approbation

Le Conseil Communal, à l'unanimité,

Approuve le procès-verbal de la séance du Conseil communal du 5 novembre 2013, partie huis clos.

41. Enseignement – désignation de personnel enseignant – ratification

Le Conseil Communal,

Siégeant à huis clos ;

Vu la délibération du Collège Communal du 18 novembre 2013 désignant Monsieur Yannick Bertaux en qualité de maître d'éducation physique(en remplacement de Madame Patricia MOYART).

Attendu que cette mesure était nécessaire et urgente;

DECIDE, à l'unanimité :

ARTICLE 1. La délibération du Collège Communal du 18.11.2013 est ratifiée.

42. Enseignement – désignation de personnel enseignant – ratification

Le Conseil Communal,

Siégeant à huis clos ;

Vu la délibération du Collège Communal du 18 novembre 2013 désignant Madame Emilie LEURIDENT en qualité d'institutrice primaire temporaire à l'école communale de Masnuy-Saint-Jean (remplacement de Madame Delphine NAMUR)

Attendu que cette mesure était nécessaire et urgente;

DECIDE, à l'unanimité :

ARTICLE 1. La délibération du Collège Communal du 18.11.2013 est ratifiée.

43. Enseignement – mise en pension d'office d'une enseignante – ratification

Le Conseil Communal,

Vu la comparution devant la commission des pensions.

Vu la décision de la Commission des Pensions faisant suite à un examen en date du 26/08/2013.

Attendu que Madame Brigitte Dumont remplit les conditions, sur le plan médical, pour être admise à la pension prématurée définitive.

Attendu que Madame Brigitte Dumont a marqué son accord sur la décision

Vu la note du Service public fédéral – administration de l'expertise médicale (service pensions)

DECIDE , à l'unanimité :

ARTICLE 1. : de ratifier la décision de mise à la pension anticipée de Madame Brigitte Dumont, institutrice primaire, née le 25/12/1957, à partir du 01/11/2013, mise à la pension décidée par le SPF Santé publique.

ARTICLE 2. Des extraits de la présente délibération seront transmis :

- A l'Inspection Scolaire;
- Au Bureau des Traitements;
- A l'intéressée.

44. Question(s) orale(s).

Aucune question orale n'étant posée, la Présidente lève la séance.

PAR LE CONSEIL ,

Le Directeur Général f .f,

La Bourgmestre,

S.GILLARD

J.GALANT